

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA CRÉATION DE NOUVEAUX EMPLOIS EN 1975—LES PRÉVISIONS MINISTÉRIELLES ET LES PROPOS DU PREMIER MINISTRE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, selon l'étude sur la population active publiée aujourd'hui, seulement 63,000 nouveaux emplois ont été créés au cours du premier semestre de 1975. Le ministre des Finances voudrait-il dire à la Chambre s'il croit que la création de nouveaux emplois sera plus rapide au cours du second semestre?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nous attendons une reprise économique au cours du second semestre cette année. Comme le premier ministre l'a signalé, et comme je l'ai dit le soir du budget, il y aura un décalage entre le moment où la hausse de l'emploi se fera sentir et celui où le chômage se résorbera à la suite de la relance de l'économie canadienne.

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, je suis bien aise que le ministre ait mentionné le budget que la plupart d'entre nous trouvons inacceptable sur le plan de la création d'emplois. Dans son exposé budgétaire de novembre, le ministre avait prédit 250,000 nouveaux emplois en 1975. Dans celui de juin auquel le ministre vient de faire allusion, il n'a pas fait de nouvelles prévisions à ce sujet. Le ministre nous dirait-il donc s'il a modifié ses prévisions et, si oui, dans quelle mesure?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, il est difficile de prédire le nombre des nouveaux emplois, à cause de l'incertitude qui règne quant au rythme de la reprise économique au Canada, qui dépend de nos exportations, donc de la reprise économique aux États-Unis et chez certains de nos partenaires commerciaux. Dans l'exposé budgétaire de novembre auquel le député a fait allusion, j'avais prévu la difficulté que poserait le chômage et j'avais adopté une position fortement expansionniste comportant un déficit de caisse de 3 milliards de dollars qui, à cause de ce que les économistes appellent «les stabilisateurs automatiques», est d'environ 5.3 milliards de dollars pour le moment. Ce budget nettement expansionniste prévoyait le problème actuel du chômage. On a renforcé le budget d'il y a une quinzaine grâce la mise en œuvre, avec la collaboration de mon collègue de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, d'un programme d'emploi direct de 450 millions de dollars. Voilà des efforts considérables qui reflètent l'inquiétude du gouvernement à l'égard de ce problème épineux.

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, vu que le ministre des Finances a refusé de répondre à une question très précise, j'aimerais poser la question suivante au premier ministre. Le 26 juin, le premier ministre a déclaré à la Chambre qu'il examinerait la question du nombre d'emplois que son gouvernement s'attend à créer au cours de 1975. Ma question est simple: a-t-il examiné ce problème et peut-il en faire rapport à la Chambre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je puis déclarer que la création d'emplois se poursuit à un rythme relativement élevé, et que la croissance de la main-d'œuvre au Canada s'est également maintenue à un niveau élevé; le taux de participation ne manifeste aucune tendance à diminuer, mais il continue à faire preuve d'une vigueur étonnante dans la restructuration économique actuelle.

Questions orales

LA TAXE SUR L'ESSENCE ET LA HAUSSE DU PRIX DU PÉTROLE BRUT ET DU GAZ NATUREL—L'INCIDENCE SUR LE CHÔMAGE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, comme les chiffres sur le chômage publiés aujourd'hui révèlent que chacun des six derniers mois a été marqué par une hausse soutenue du chômage désaisonnalisé au Canada, comme nous avons encore au-delà de 700,000 chômeurs, et comme les spécialistes indépendants ont calculé que la taxe d'accise proposée par le ministre ainsi que la hausse projetée du prix du gaz naturel et du pétrole auront conjointement pour résultat d'aggraver le chômage de .5 p. 100 et de réduire de 1 p. 100 le taux de croissance de l'économie, je demanderais au ministre si son propre ministère a fait des calculs pour évaluer les effets de ces deux mesures et, si oui, s'il communiquerait le résultat de ces calculs à la Chambre.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nous avons fait des calculs en nous fondant sur toute une gamme de suppositions comme on doit le faire lorsqu'il est question de chômage. Le chômage dépend beaucoup de la participation de divers groupes d'âge à la population active, comme aussi, je l'ai déjà dit, de la relance économique. Ce dont l'honorable représentant devrait se rendre compte c'est que, peu importe la situation à court terme, et je dis bien à court terme, même si la hausse du prix du gaz et du pétrole, et la taxe d'accise sur l'essence pourront avoir des effets défavorables sur notre croissance économique et le coût de la vie, nous nous devons d'en juger dans le contexte d'une politique fiscale très expansionniste.

M. Broadbent: Quel en sera le résultat net?

• (1420)

M. Turner (Ottawa-Carleton): Voici le résultat net: grâce à notre politique, le pays est davantage capable de supporter le grave problème de chômage que nous avons prévu pour 1975; cette situation ne s'améliorera pas beaucoup avant la reprise économique prévue pour 1976, assez tard dans l'année.

DEMANDE DE RECONSIDÉRATION DE LA TAXE SUR L'ESSENCE EN RAISON DE L'INCIDENCE PROBABLE SUR LE CHÔMAGE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Ceux qui veulent parler franchement de l'augmentation de la taxe ou de la hausse des prix reçoivent une réponse négative; il y aura 15,000 emplois de moins en Ontario seulement. Aussi, j'aimerais demander au ministre si le gouvernement reverra sa position à propos de la taxe d'accise étant donné le nombre de preuves qui viennent appuyer cette assertion.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député doit envisager la question pour 1975, 1976 et 1977. Voici ce qui se passe pour le moment: le gouvernement a présenté la politique la plus expansionniste que le Canada ait jamais connue, du point de vue du déficit de caisse.

LA CRÉATION D'EMPLOIS—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une dernière question supplémentaire au ministre. Comme il est clair qu'il ne reconsidérera pas la politique du pétrole et du gaz, le gouvernement